

Rue89 Bordeaux

SOCIÉTÉ BRÈVES

par Xavier Ridon | 22 janvier 2016 | 11:52

Les syndicalistes Ford convoqués, Alain Juppé solidaire modéré



Le logo de Ford sur le site FAI (Xavier Ridon/Rue89 Bordeaux)

Visés par deux plaintes de la direction de Ford pour dégradations lors du salon de l'auto, 4 syndicalistes de l'usine Ford de Blanquefort sont convoqués le 1er février par la police pour dégradations. Les élus de la métropole réagissent.

« La criminalisation de l'action syndicale se banalise tranquillement dans la France du XXIe siècle », s'est inquiété le communiste Max Guichard lors du conseil de Bordeaux Métropole ce vendredi.

Ces derniers mois, les procédures contre les syndicats se sont multipliées. Bien que relaxée en appel (<http://rue89bordeaux.com/2015/11/relaxee-la-cgt-de-gironde-na-pas-diffame-les-fonderies-du-belier/>), Corinne Versigny la représentante de l'UD CGT de Gironde est accusée de diffamation par les Fonderies du Bélier dans le Libournais. Après l'arrachage de chemise du DRH d'Air France, le délégué CGT a de justesse été rattrapé par le col (<http://www.franceinfo.fr/fil-info/article/violences-air-france-le-licenciement-d-un-delegue-cgt-refuse-air-france-forme-un-recours-760245>) par l'inspection du travail. Soutenus par une pétition au 130000 signatures (<https://www.change.org/p/fran%C3%A7ois-hollande-l-appel-des-goodyear>), huit anciens ouvriers de Goodyear en Picardie risquent de la prison ferme. Dernier épisode en date, trois membres de la CGT et un de la CFTC de l'usine Ford à Blanquefort sont convoqués le 1er février au commissariat du 15e arrondissement de Paris.

Deux plaintes de Ford ressurgissent. La première date de 2012 lorsque le syndicat a manifesté en plein Salon de l'automobile. Un véhicule aurait été dégradé à cette occasion. Les quatre hommes qui l'ont escaladée sont convoqués, parmi eux le candidat NPA à la présidentielle de 2012, Philippe Poutou.

La seconde arrive deux ans plus tard avec la dégradation du stand Ford lors d'une nouvelle manifestation au Salon de l'automobile de Paris. Les quatre noms figurent aussi dans cette convocation, bien que deux syndicalistes cités n'étaient pas présents, indique-t-on à la CGT.

« Tous solidaires »

Dans un communiqué publié lundi (<https://www.facebook.com/cgt.ford/?fref=ts>), le syndicat affirme ne pas vouloir se laisser intimider :

« Nous ne savons pas ce que cela signifie réellement, s'il s'agit d'une formalité administrative avant de classer des vieux dossiers ou du début d'une procédure judiciaire. (...) Ce qui est sûr, d'ores et déjà, c'est notre volonté d'une manière ou d'une autre, de mener la bataille contre la politique répressive du gouvernement actuel, contre l'Etat d'urgence, contre la restriction des libertés publiques et aussi bien sûr contre les attaques patronales. »

Lors du conseil de Bordeaux Métropole ce vendredi, Max Guichard a demandé le soutien du président Alain Juppé :

« Nous avons quelques inquiétudes à propos de nos amis de Ford. Nous n'en sommes pas encore là mais on peut s'étonner que la direction de Ford n'ait pas retiré sa plainte. De son côté, l'entreprise a reculé sur ses engagements, alors que cette entreprise bénéficiaire profite de subventions publiques. »

Le maire de Bordeaux Alain Juppé a répondu par un soutien modéré :

« Nous sommes tous solidaires de l'emploi à l'usine Ford (...) Pour le reste, il s'agit de procédures judiciaires sur lesquelles nous n'avons pas à intervenir. »

Une demande de rapatriement du dossier à Bordeaux est en cours, selon Gilles Lambersend. Joint par Rue89 Bordeaux, le Secrétaire CGT du Comité d'entreprise Ford prévient :

« Si c'est à Paris, notre volonté serait de construire quelque chose, d'avoir des soutiens pour les copains. La répression syndicale, ça va un temps. Ce sont des broutilles qui nous sont reprochées. »

☺